

*Cher Monsieur,*

*J'ai bien reçu votre message auquel je tenais à répondre personnellement.*

*Vous avez souhaité me faire part de votre profond mécontentement au sujet de la politique du Gouvernement et appelé à une destitution du Président de la République.*

*Au-delà des divergences d'opinions et de sensibilités, et dans le contexte difficile dans lequel nous sommes, la responsabilité qui est collectivement la nôtre – élus comme citoyens – est de nous rassembler autour de nos valeurs communes et des institutions de notre République. Plus qu'un symbole, elles sont une part essentielle de notre héritage et de notre destin communs en tant que Nation. A travers la figure du Chef de l'État, démocratiquement élu par une majorité de Français en 2017, c'est le respect que nous portons à notre Nation et à notre démocratie qui doit nous inspirer.*

*Je tiens à vous assurer que sur l'ensemble des sujets qui concernent la vie quotidienne des Français, le Président, le Gouvernement et la majorité sont à l'écoute des préoccupations légitimes mais aussi des propositions qui peuvent être exprimées.*

*Je suis moi-même personnellement engagée de façon active et déterminée dans la recherche des solutions les plus concrètes aux problèmes réels du quotidien. Je consacre toute mon énergie et tout mon temps à la fois à l'Assemblée et plusieurs jours par semaine sur le terrain dans ma circonscription en Essonne à vivre cet échange de citoyen à citoyen, souvent exigeant et parfois dur, mais plus que jamais indispensable.*

*Le Premier ministre s'est exprimé le 4 décembre en réponse à la crise des « gilets jaunes ». Dans un souci d'apaisement, il a annoncé plusieurs mesures fortes, dont l'annulation de l'entrée en vigueur de plusieurs hausses de taxes prévues au 1er janvier 2019, notamment la taxe carbone sur l'essence, le fioul et le diesel ainsi que pour six mois la hausse des tarifs de l'électricité et du gaz.*

*« C'est maintenant le temps du dialogue » a déclaré le Premier Ministre. A présent, nous appelons toutes les parties prenantes à débattre pour identifier et mettre en œuvre des « mesures d'accompagnement justes et efficaces » qui améliorent la vie quotidienne des Français.*

*A ce grand débat, ouvert à tous, qui commencera le 15 décembre 2018 et se terminera en mars 2019, je vous invite à participer. Je vous invite également à inviter vos amis, proches et voisins à participer à ces échanges, de citoyens à citoyens, pour que nous puissions retrouver les conditions d'une réelle réconciliation nationale sur les grands enjeux de fiscalité, mobilité et transition écologique.*

*Notre pays a besoin de l'engagement de tous. Vous pouvez compter sur le mien. J'espère pouvoir compter sur le vôtre.*

*Bien à vous,*

*Amélie*

*Députée de la 6ème circonscription de l'Essonne*